

REPORTERS SANS FRONTIERES

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

47, Rue Vivienne

75002 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

REPORTERS SANS FRONTIERES

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

47, Rue Vivienne

75002 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'association REPORTERS SANS FRONTIERES

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association REPORTERS SANS FRONTIERES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 3 juin 2025

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés



Jean-Yves Guyard

Jean-Yves GUYARD

Bilan actif

	31/12/2024 (12 mois)			31/12/2023 (12 mois)	Variation	
	Brut	Amort. prov.	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE						
Immobilisations incorporelles						
Frais d'établissement						
Frais de recherche et de développement						
Donations temporaires d'usufruit						
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	67 832	- 40 781	27 051	30 029	- 2 977	- 10
Autres immobilisations incorporelles						
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles						
Immobilisations corporelles						
Terrains						
Constructions	4 808 003	-2 012 979	2 795 024	411 203	2 383 821	580
Installations techniques, matériels et outillages industriels						
Autres immobilisations corporelles	1 318 127	- 724 465	593 662	208 065	385 597	185
Immobilisations corporelles en cours				199 070	- 199 070	- 100
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	59 103		59 103		59 103	
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	541 562		541 562		541 562	
Immobilisations financières						
Participations et Créances rattachées						
Autres titres immobilisés						
Prêts	42 015		42 015	42 015		
Autres immobilisations financières	4 313		4 313	6 850	- 2 537	- 37
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	6 840 955	-2 778 225	4 062 730	897 231	3 165 499	353
ACTIF CIRCULANT						
Stocks et en-cours						
Stocks et en-cours	274 373	- 274 373				
Avances et acomptes versés sur commandes						
Avances et acomptes versés sur commandes	27 473		27 473	17 242	10 231	59
Créances						
Bénéficiaires et comptes rattachés	616 849	- 81 980	534 869	412 107	122 762	30
Créances reçues par legs ou donations	36 426		36 426		36 426	
Autres	1 883 947		1 883 947	1 720 242	163 705	10
Valeurs mobilières de placement						
Valeurs mobilières de placement						
Instruments de trésorerie						
Instruments de trésorerie						
Disponibilités						
Disponibilités	8 148 699		8 148 699	8 529 119	- 380 420	- 4
Charges constatées d'avance						
Charges constatées d'avance	151 723		151 723	94 313	57 410	61
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	11 139 491	- 356 354	10 783 137	10 773 023	10 114	
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecarts de conversion actif (V)	9 594		9 594	10 092	- 498	- 5
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	17 990 040	-3 134 578	14 855 462	11 680 347	3 175 115	27

Bilan passif

	31/12/2024 (12 mois)	31/12/2023 (12 mois)
	Total	Total
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
<i>Fonds propres statutaires</i>		
<i>Fonds propres complémentaires</i>	59 455	59 455
Fonds propres avec droit de reprise		
<i>Fonds propres statutaires</i>		
<i>Fonds propres complémentaires</i>		
Écarts de réévaluation		
<i>Écarts de réévaluation</i>		
Réserves		
<i>Réserves statutaires ou contractuelles</i>		
<i>Réserves pour projet de l'entité</i>	3 712 666	3 397 342
<i>Autres</i>		
Report à nouveau		
<i>Report à nouveau</i>		
Excédent ou déficit de l'exercice		
<i>Excédent ou déficit de l'exercice</i>	325 727	315 325
Situation nette (sous total)	4 097 849	3 772 121
<i>Fonds propres consommables</i>		
<i>Subventions d'investissement</i>		
<i>Provisions réglementées</i>		
Total Fonds Propres (I)	4 097 849	3 772 121
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
<i>Fonds reportés liés aux legs ou donations</i>	508 283	
<i>Fonds dédiés</i>		
Total Fonds Reportés et Dédiés (II)	508 283	
PROVISIONS		
<i>Provisions pour risques</i>	345 594	400 092
<i>Provisions pour charges</i>		
Total Provisions (III)	345 594	400 092
DETTES		
<i>Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)</i>		
<i>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit</i>	1 784 450	478 760
<i>Emprunts et dettes financières diverses</i>	9 200	
<i>Avances et acomptes reçus sur commandes</i>	70	
<i>Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés</i>	917 119	877 583
<i>Dettes des legs ou donations</i>	69 705	
<i>Dettes fiscales et sociales</i>	510 122	513 269
<i>Dettes sur immobilisations et comptes rattachés</i>		
<i>Autres dettes</i>	140 744	151 505
<i>Produits constatés d'avance</i>	6 470 492	5 486 099
TOTAL DETTES (IV)	9 901 903	7 507 217
<i>Écarts de conversion Passif (V)</i>	1 833	916
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	14 855 462	11 680 347

Compte de résultat

	31/12/2024 (12 mois)	31/12/2023 (12 mois)	Variation	
	Total	Total	Euros	%
PRODUITS D'EXPLOITATION				
<i>Cotisations</i>	31 485	57 060	- 25 575	- 45
Ventes de biens et services				
<i>Ventes de biens</i>	1 171 413	1 081 209	90 204	8
<i>Dont ventes de dons en nature</i>				
<i>Ventes de prestations de service</i>	139 836	78 977	60 859	77
<i>Dont parrainages</i>				
Produits de tiers financeurs				
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	8 674 355	2 021 791	6 652 564	329
<i>Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable</i>				
Ressources liées à la générosité du public				
<i>Dons manuels</i>	946 441	1 303 543	- 357 102	- 27
<i>Mécénats</i>	138 837		138 837	
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>	43 153	86 849	- 43 696	- 50
<i>Contributions financières</i>	1 723 992	7 533 782	- 5 809 790	- 77
<i>Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges</i>	90 352	37 571	52 781	140
<i>Utilisations des fonds dédiés</i>				
<i>Autres produits</i>	424 389	370 874	53 515	14
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	13 384 254	12 571 656	812 598	6
CHARGES D'EXPLOITATION				
<i>Achats de marchandises</i>				
<i>Variation de stock</i>	- 75 559	- 22 086	- 53 472	242
<i>Autres achats et charges externes (1) (2)</i>	6 778 754	6 208 639	570 115	9
<i>Aides financières</i>	1 370 446	1 080 058	290 388	27
<i>Impôts, taxes et versements assimilés</i>	305 392	307 133	- 1 741	- 1
<i>Salaires et traitements</i>	2 882 924	2 876 628	6 296	
<i>Charges sociales</i>	1 301 659	1 256 190	45 469	4
<i>Dotations aux amortissements et aux dépréciations</i>	414 933	210 402	204 531	97
<i>Dotations aux provisions</i>		189 000	- 189 000	- 100
<i>Reports en fonds dédiés</i>				
<i>Autres charges</i>	101 168	109 746	- 8 578	- 8
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	13 079 717	12 215 709	864 007	7
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	304 537	355 947	- 51 410	- 14
PRODUITS FINANCIERS				
<i>De participation</i>				
<i>D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé</i>				
<i>Autres intérêts et produits assimilés</i>	19 280	1 738	17 542	1 010
<i>Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge</i>	10 092		10 092	
<i>Différences positives de change</i>	63 363	8 957	54 406	607
<i>Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement</i>				
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	92 735	10 694	82 040	767
CHARGES FINANCIÈRES				
<i>Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions</i>	9 594	10 092	- 498	- 5
<i>Intérêts et charges assimilées</i>	55 842	7 594	48 248	635
<i>Différences négatives de change</i>	6	26 655	- 26 648	- 100
<i>Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement</i>				
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)	65 443	44 341	21 102	48
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	27 292	- 33 647	60 939	- 181
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	331 829	322 300	9 529	3
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
<i>Produits exceptionnels sur opérations de gestion</i>				
<i>Produits exceptionnels sur opérations de capital</i>	642		642	
<i>Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges</i>				
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)	642		642	

	31/12/2024 (12 mois)	31/12/2023 (12 mois)	Variation	
	Total	Total	Euros	%
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
<i>Charges exceptionnelles sur opérations de gestion</i>	12	1 386	- 1 373	- 99
<i>Charges exceptionnelles sur opérations en capital</i>	641		641	
<i>Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions</i>				
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	654	1 386	- 732	- 53
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	- 12	- 1 386	1 374	- 99
<i>Participation des salariés aux résultats (VII)</i>				
<i>Impôts sur les bénéfices (VIII)</i>	6 090	5 590	500	9
Total des produits (I + III + V)	13 477 631	12 582 351	895 280	7
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	13 151 903	12 267 026	884 877	7
EXCEDENT	325 727	315 325	10 403	3
DEFICIT				
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
<i>Dons en nature</i>		327	- 327	- 100
<i>Prestations en nature</i>	971 125	1 176 800	- 205 675	- 17
<i>Bénévolat</i>				
TOTAL DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	971 125	1 177 127	- 206 002	- 18
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
<i>Secours en nature</i>				
<i>Mises à disposition gratuite de biens</i>		327	- 327	- 100
<i>Prestations en nature</i>	971 125	1 176 800	- 205 675	- 17
<i>Personnel bénévole</i>				
TOTAL DES CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	971 125	1 177 127	- 206 002	- 18

(1) Redevances de crédit-bail mobilier

(2) Redevances de crédit-bail immobilier

Annexe

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 14 855 462 euros et au compte de résultat de l'exercice dégagant un résultat de 325 727 euros, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en œuvre

Fondée en 1985, Reporters sans frontières (RSF) s'efforce de porter la vision d'un monde dans lequel tous les peuples peuvent accéder à des informations fiables leur permettant de bien comprendre les défis mondiaux actuels et de se forger leur propre opinion.

RSF promeut la liberté, le pluralisme et l'indépendance du journalisme, notamment en venant à la défense de ceux qui incarnent ces idéaux. Bénéficiant d'un statut consultatif auprès des Nations Unies, de l'UNESCO, du Conseil de l'Europe, de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), et de la cour Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, RSF est reconnue dans le monde entier comme l'ONG de référence pour la défense et la promotion de la liberté de l'information.

Sa présence mondiale à travers son vaste réseau international (secrétariat international basé à Paris, quatorze sections et bureaux régionaux ainsi que correspondants dans plus de 130 pays) permet à RSF de mobiliser son soutien, de relever des défis et exercent une influence tant sur le terrain que dans les ministères et les circonscriptions où les normes et les lois sur les médias et Internet sont rédigées.

Sa stratégie d'intervention s'articule autour des priorités suivantes :

- Assurer l'avenir du journalisme d'enquête et de reportage
- Garantir un journalisme digne de confiance en protégeant son indépendance
- Lutter contre les atteintes technologiques à la liberté et au pluralisme du journalisme
- Contrer les offensives globales visant à réduire l'espace du journalisme

L'organisation est indépendante de toute tendance politique, de tout intérêt économique et de toute croyance religieuse. Son financement repose de façon équilibrée sur la générosité du public, les mécénats privés, la vente des albums "100 photos pour la liberté de la presse" d'une part et les subventions publiques d'autre part. Elle agit en toute transparence pour apporter des garanties à celles et ceux qui nous soutiennent.

Reporters sans frontières est membre de l'association Reporters sans frontières international, qui assure la coordination entre les différentes sections nationales de l'ONG.

Faits caractéristiques

Faits caractéristiques d'importance significative

Il n'y a pas de faits essentiels d'importance significative intervenus au cours de l'exercice.

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

- Acquisition des nouveaux locaux

Le 25 janvier 2024, Reporters sans frontières, pour accompagner la croissance de ses effectifs et de ses activités, a acquis des locaux supplémentaires à proximité de son siège social. Cette acquisition d'un montant de 2 370 000 euros a été financée par la souscription d'un emprunt à hauteur de 1 500 000 euros sur une durée de 20 ans et à un taux d'intérêt fixe de 3,60%.

- Ressources liées à la générosité du public - Legs

Les comptes annuels de l'exercice sont établis conformément aux dispositions du règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

L'association comptabilise les biens et dettes reçus par legs à la date d'acceptation par le conseil d'administration, en application des dispositions de ce règlement.

Certains legs, bien qu'acceptés en 2023 par le conseil d'administration, n'avaient pas été comptabilisés au titre de l'exercice précédent. Ils ont été enregistrés dans les comptes de l'exercice 2024.

Les rubriques impactées par les legs sont :

Au niveau du bilan	<ul style="list-style-type: none">• Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés• Créances reçues par legs ou donations• Fonds reportés liés aux legs ou donations• Dettes des legs ou donations
Au niveau du compte de résultat	<ul style="list-style-type: none">• Legs, donations et assurances-vie

Pour le compte de résultat, une note dans l'annexe des états financiers détaille l'ensemble des charges et des produits relatifs aux legs.

Règles et méthodes comptables

Base de préparation des comptes sociaux

Les comptes sociaux ont été établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général (Règl. ANC 2014-03 relatif au PCG à jour des différents règlements complémentaires). Les dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif ont été appliquées pour notre entité.

Les conventions comptables d'établissement et de présentation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives.

Changement de règles et méthodes comptables

Changement de réglementation

Aucun changement de réglementation comptable impactant les comptes de RSF n'est intervenu au cours de l'exercice.

Changement de présentation sur les subventions d'exploitation et les contributions financières

Jusqu'à l'exercice précédent, les financements attribués par des autorités administratives ou des organismes publics établis hors du territoire français étaient comptabilisés en tant que contributions financières dans le compte de résultat. Cette présentation distinguait les financements publics nationaux, comptabilisés en subventions, de ceux provenant de l'étranger, considérés comme des contributions financières.

À compter de l'exercice en cours, toutes les sommes perçues de la part d'autorités administratives, qu'elles soient françaises ou étrangères, sont désormais comptabilisées en tant que subventions.

L'impact de ce changement de présentation sur le compte de résultat, entraîne un reclassement des produits concernés entre les lignes « Concours publics et subventions d'exploitation » et « Contributions financières ».

Immobilisations corporelles et incorporelles

Coût d'entrée des immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement, de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Le cas échéant, les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont inclus dans le coût d'acquisition des immobilisations.

Les frais d'établissement sont comptabilisés directement en charges.

Immobilisations incorporelles

Amortissement

L'amortissement des immobilisations incorporelles est calculé en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif. À ce titre, seul le mode linéaire est retenu.

Les valeurs résiduelles des immobilisations sont considérées comme nulles car non significatives ou non mesurables.

Dépréciation

Une immobilisation est dépréciée lorsque sa valeur nette comptable est supérieure à sa valeur actuelle estimée (la plus élevée de la valeur vénale et de la valeur d'usage).

Immobilisations corporelles

Amortissement

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif. À ce titre, seul le mode linéaire est retenu sur les durées suivantes:

- Constructions : 10 à 20 ans
- Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 ans
- Matériel de bureau : 3 ans
- Matériel informatique : 3 ans
- Mobilier : 3 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les valeurs résiduelles des immobilisations sont considérées comme nulles car non significatives ou non mesurables.

Immobilisations financières

Participations et titres immobilisés

Les titres de participation des sociétés figurent au bilan pour leur coût d'acquisition net, le cas échéant, des provisions pour dépréciation.

Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, relatifs à l'acquisition des titres, sont inclus dans le coût d'acquisition des titres acquis.

Une provision pour dépréciation est constituée dès lors que la valeur d'inventaire, qui correspond à la valeur d'utilité, est inférieure à la valeur d'acquisition. La valeur d'inventaire est déterminée en tenant compte de la quote-part des capitaux propres, des perspectives de flux de trésorerie et de rentabilité ou des valeurs boursières pouvant servir de référence.

Stocks

Mode de valorisation des stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Stocks d'albums

Reporters sans frontières bénéficie depuis 2006 d'un outil de suivi des stocks d'albums invendus conservés, dans les entrepôts France Messagerie.

Au cours de 2019, afin de limiter les coûts de stockage, une réduction significative a été effectuée. Le nombre d'exemplaire des albums parus sur l'exercice est défini en fonction du résultat des ventes de ce dernier et de son potentiel commercial. L'année précédente il y avait déjà eu une réduction du stock à 10 000 exemplaires par album à la place de 30 000.

Les stocks d'albums sont valorisés au prix de revient supporté par Reporters sans frontières, à partir duquel est pratiqué une dépréciation de 100%, dans la mesure où le taux d'écoulement commercial de ces quantités est négligeable.

Créances

Les créances clients sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les risques liés à des litiges connus au moment de l'établissement des comptes dont la survenance a été estimée probable et dont les risques sont quantifiables font l'objet de provisions.

Dettes

Les dettes sont évaluées à la valeur nominale.

Engagement de retraite

Conformément à la recommandation de l'ANC n° 2013-02 du 7 novembre 2013. Les structures ou les groupes de moins de 250 salariés peuvent définir leurs propres modalités d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires (modalités qualifiées de modalités simplifiées).

La convention collective de l'association prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier. Les engagements correspondants n'ont pas été constatés sous la forme de provision.

La moyenne d'âge des salariés présents dans les effectifs de Reporters sans frontières au 31 décembre 2024 est de 37 ans et leur ancienneté est de 3 années. Compte tenu de ces éléments, la valorisation des indemnités de départ à la retraite apparaît non significative et n'a pas fait l'objet d'une estimation à la clôture des comptes.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Les provisions réglementées sont dotées et reprises selon les règles fiscales en vigueur (amortissements dérogatoires, provision pour investissement...).

Disponibilités

Comptes bancaires et caisses

Les disponibilités comprennent les espèces ou valeurs assimilables en banque et en caisse ainsi que les bons qui sont, dès leur souscription, remboursables à tout moment.

Les disponibilités sont évaluées à leur valeur nominale.

Notion de résultat courant et de résultat exceptionnel

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Le résultat courant, calculé sur la base des chiffres apparaissant au compte de résultat est bien représentatif du résultat des opérations courantes de la société.

Opérations en devises

Lors d'acquisition d'actif en monnaie étrangère, le taux de conversion utilisé est le taux de change à la date d'entrée ou, le cas échéant, celui de la couverture si celle-ci a été prise avant l'opération. Les frais engagés pour mettre en place les couvertures sont également intégrés au coût d'acquisition.

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion.

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité suivant les modalités réglementaires.

Notes relatives aux postes de bilan

Tableau des immobilisations

	Montant début d'exercice	Réévaluations	Acquisitions et assimilés	Virement poste à poste	Cessions et assimilés	Montant fin d'exercice	Valeur d'origine des immos réévaluées
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES							
Frais d'établissement							
Frais de recherche et de développement							
Donations temporaires d'usufruit							
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	67 832					67 832	
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles							
Immobilisations incorporelles en cours							
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles							
Sous-total	67 832					67 832	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre	2 192 500		2 615 503			4 808 003	
Constructions sur sol d'autrui							
Installations générales, agencements, aménagements des constructions							
Installations techniques matériels et outillages industriels							
Autres imm. Corp. Installations générales agencements divers	473 228		8 698	414 021		895 947	
Autres imm. Corp. Matériel de transport							
Autres imm. Corp. Matériel de bureau et Matériel informatique	153 072		6 215			159 287	
Autres imm. Corp. Mobilier	223 454		37 101	2 338		262 893	
Autres imm. Corp. Divers							
Immobilisations corporelles en cours	199 070		217 289	- 416 359			
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles			59 103			59 103	
Sous-total	3 241 324		2 943 909			6 185 232	
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			541 562			541 562	
Sous-total			541 562			541 562	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES							
Participations évaluées par mise en équivalence							
Autres participations							
Autres titres immobilisés							
Prêts	42 015					42 015	
Autres immobilisations financières	6 850		463		3 000	4 313	
Sous-total	48 865		463		3 000	46 328	
Total	3 358 021		3 485 934		3 000	6 840 955	

Notes relatives aux postes du bilan

Les flux s'analysent comme suit :

Tableau de flux des immobilisations

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Bien reçus par legs ou donations destinés à être cédé	Immobilisations financières	Total
VENTILATION DES AUGMENTATIONS					
<i>Réévaluations</i>					
<i>Acquisitions</i>		2 943 909	541 562	463	3 485 934
<i>Apports</i>					
<i>Créations</i>					
<i>Virements de l'actif circulant</i>					
<i>Virements de poste à poste</i>					
Sous-total		2 943 909	541 562	463	3 485 934
VENTILATION DES DIMINUTIONS					
<i>Virements de poste à poste</i>					
<i>Cessions</i>				3 000	3 000
<i>Mises hors service</i>					
<i>Scissions</i>					
<i>Virements vers l'actif circulant</i>					
Sous-total				3 000	3 000

Notes relatives aux postes du bilan

Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

Notes relatives aux postes du bilan

Amortissements des immobilisations

	Montant début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
<i>Frais d'établissement</i>				
<i>Frais de recherche et de développement</i>				
<i>Donations temporaires d'usu fruit</i>				
<i>Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires</i>	37 803	2 977		40 781
<i>Fonds commercial</i>				
<i>Autres immobilisations incorporelles</i>				
Sous-total	37 803	2 977		40 781
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
<i>Terrains</i>				
<i>Constructions sur sol propre</i>	1 781 297	231 682		2 012 979
<i>Constructions sur sol d'autrui</i>				
<i>Installations générales, agencements, aménagements des constructions</i>				
<i>Installations techniques matériels et outillages industriels</i>				
<i>Autres imm. Corp. Installations générales agencements divers</i>	366 508	40 532		407 040
<i>Autres imm. Corp. Matériel de transport</i>				
<i>Autres imm. Corp. Matériel de bureau et Matériel informatique</i>	121 774	19 849		141 623
<i>Autres imm. Corp. Mobilier</i>	153 408	22 395		175 803
<i>Autres imm. Corp. Divers</i>				
Sous-total	2 422 987	314 457		2 737 444
Total	2 460 790	317 435		2 778 225

Notes relatives aux postes du bilan

Actif circulant

Le total des créances à la clôture de l'exercice et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

État des créances

	Montant Brut	A moins d'un an	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISE	46 328		46 328
<i>Créances rattachées à des participations</i>			
<i>Prêts (1) (2)</i>	42 015		42 015
<i>Autres immobilisations financières</i>	4 313		4 313
ACTIF CIRCULANT	2 716 419	2 716 419	
<i>Créances bénéficiaires et comptes rattachés</i>	534 869	534 869	
<i>Clients douteux ou litigieux</i>	81 980	81 980	
<i>Créances reçues par legs ou donations</i>	36 426	36 426	
<i>Personnel et comptes rattachés</i>	7	7	
<i>Sécurité sociale et autres organismes sociaux</i>			
État et autres collectivités publiques	188 364	188 364	
<i>Impôts sur les bénéfices</i>			
<i>TVA</i>	188 364	188 364	
<i>Autres impôts et taxes versements</i>			
<i>Divers</i>			
<i>Confédérations, fédérations, unions et entités affiliés débiteurs</i>			
<i>Débiteurs divers</i>	1 723 049	1 723 049	
<i>Charges constatées d'avance</i>	151 723	151 723	
Total	2 762 746	2 716 419	46 328

(1) Prêts accordés en cours d'exercice :-

(2) Remboursements obtenus en cours d'exercice :-

Produits à recevoir

	Montant	Exercice N-1	Variation Euros	Variation %
<i>Bénéficiaires</i>	10 279	33 655	- 23 377	- 69
<i>Produits à recevoir - Divers</i>	233 023	275 427	- 42 404	- 15
Total	243 302	309 083	- 65 781	- 21

Notes relatives aux postes du bilan

Dépréciations des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

Provisions pour dépréciations

	Montant début d'exercice	Dotations	Reprise	Montant fin d'exercice
<i>Dépréciations des immobilisations incorporelles</i>				
<i>Dépréciations des immobilisations corporelles</i>				
<i>Dépréciations sur actifs reçus par legs ou donations</i>				
<i>Dépréciation sur titres mis en équivalence</i>				
<i>Dépréciation sur titres de participation</i>				
<i>Dépréciations des autres immobilisations financières</i>				
<i>Dépréciations des stocks</i>	198 815	97 498	21 939	274 373
<i>Dépréciations des créances usagers</i>	81 980			81 980
<i>Dépréciations des valeurs mobilières de placements</i>				
<i>Autres provisions pour dépréciation</i>				
Total	280 795	97 498	21 939	356 354

Notes relatives aux postes du bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		A la clôture de l'exercice
	Montant	Montant	Dont Générosité du public	Montant	Dont Générosité du public	Montant	Dont Générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	59 455							59 455
Réserves	3 397 341	315 325	315 325					3 712 666
Excédent ou déficit de l'exercice	315 325 -	315 325 -	315 325	325 727				325 727
Situation nette	3 772 121	-	-	325 727	-	-	-	4 097 849
Fonds propres consommables								
Subventions d'investissement								
Provisions réglementées								
Total	3 772 121							4 097 849

Notes relatives aux postes du bilan

Fonds reportés

	Montant début d'exercice	Augmentation	Diminution	Montant fin d'exercice
<i>Fonds reportés liés aux legs ou donations</i>		508 283		508 283
<i>Fonds reportés liés aux donations temporaires d'usufruit</i>				
Total		508 283		508 283

Postérieurement à la date d'acceptation des legs et donations la partie des ressources constatées en produit d'exploitation au cours de l'exercice, qui n'est pas encore encaissée ou transférée à la clôture de l'exercice, est comptabilisée dans une rubrique du passif dénommée « Fonds reportés liés aux legs ou donations » avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte « Reports en fonds reportés ».

Ces sommes inscrites au passif en « Fonds reportés liés aux legs ou donations » sont rapportées au compte de résultat au cours des exercices suivants, au fur et à mesure de la réalisation du legs ou de la donation.

Notes relatives aux postes du bilan

Provisions

Provisions pour risques

	Montant début d'exercice	Dotations	Reprise utilisée	Reprise non utilisée	Montant fin d'exercice
<i>Pour litiges</i>					
<i>Pour garanties données aux bénéficiaires</i>					
<i>Pour pertes sur marchés à terme</i>					
<i>Pour amendes et pénalités</i>					
<i>Pour pertes de change</i>	10 092	9 594	10 092		9 594
<i>Pour pertes sur contrat</i>	336 000				336 000
<i>Autres provisions pour risques</i>	54 000		54 000		
Total	400 092	9 594	64 092		345 594

Ventilation des dotations et reprises

	Exercice N	Exercice N-1
Exploitation		
<i>Dotations d'exploitation</i>	97 498	237 809
<i>Reprises d'exploitation</i>	75 939	28 223
Total Exploitation	- 21 559	- 209 586
Financier		
<i>Dotations financières</i>	9 594	10 092
<i>Reprises financières</i>	10 092	
Total Financier	498	- 10 092
Exceptionnel		
<i>Dotations exceptionnelles</i>		
<i>Reprises exceptionnelles</i>		
Total Exceptionnel		
Total des dotations et reprises	- 21 061	- 219 678

Notes relatives aux postes du bilan

Dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

État des dettes

	Montant Brut	Échéance à 1 an	Échéance à plus d'1 an et 5 ans au plus	Échéance à plus de 5 ans
DETTES FINANCIERES	1 793 650	217 943	403 494	1 172 213
Emprunts obligataires convertibles (1) (2)				
Autres emprunts obligataires (1) (2)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1) (2)	1 784 450	217 943	394 294	1 172 213
- Dont à 1 an au maximum à l'origine				
- Dont à plus de 1 an à l'origine	1 784 450	217 943	394 294	1 172 213
Emprunts et dettes financières divers (1) (2) (3)	9 200		9 200	
AUTRES DETTES	8 108 252	8 108 252		
Fournisseurs et comptes rattachés	917 119	917 119		
Dettes sur legs ou donations	69 705	69 705		
Personnel et comptes rattachés	206 472	206 472		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	279 485	279 485		
État et autres collectivités publiques	24 165	24 165		
Impôt sur les sociétés	4 129	4 129		
Taxe sur la valeur ajoutée	7 484	7 484		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	12 552	12 552		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédérations, fédérations, unions et entités affiliés créditeurs (3)				
Autres dettes	140 814	140 814		
Produits constatés d'avance	6 470 492	6 470 492		
Total	9 901 903	8 326 196	403 494	1 172 213

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice : 1 500 000

(2) Emprunts remboursés en cours d'exercice : 195 683

(3) Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personne physique :-

Notes relatives aux postes du bilan

Charges à payer

	Montant	Exercice N-1	Variation Euros	Variation %
<i>Fournisseurs - Factures non parvenues</i>	618 072	284 171	333 901	118
<i>Charges à payer - Divers</i>	351 365	330 475	20 890	6
Total	969 437	614 646	354 791	58

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Solde comptable 486	Exploitation	Exceptionnel	Financier
<i>Charges constatées d'avance</i>	151 723	151 723		
Total	151 723	151 723		

Produits constatés d'avance

	Solde comptable 487	Exploitation	Exceptionnel	Financier
<i>Produits constatés d'avance</i>	6 470 492	6 470 492		
Total	6 470 492	6 470 492		

Les produits constatés d'avance concernent les contributions financières, les subventions et le chiffre d'affaires des ventes d'album.

Notes relatives au compte de résultat

Activité et ventilation des produits

Ventilation du chiffre d'affaires

	France	Exportations et livraisons intracommunautaires	Total
<i>Ventes de marchandises</i>	1 143 485	27 928	1 171 413
<i>Production vendue - biens</i>			
<i>Production vendue - services</i>	137 503	2 333	139 836
Chiffre d'affaires net	1 280 988	30 261	1 311 249

La rubrique « Production vendue - services » comprend principalement la refacturation des frais de fonctionnement à RSF International, les frais de transport refacturés et les autres produits annexes subventions (subventions gérées par les bureaux).

Concours publics et subventions par nature et par catégories d'autorités administratives

Subventions et Concours Publics

	Union Européenne	Etat	Collectivités Territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres	Total
<i>Concours publics</i>						
<i>Subvention d'exploitation</i>	1 775 429	1 587 325	10 841		5 300 760	8 674 355
<i>Subvention d'investissement</i>						
Total	1 775 429	1 587 325	10 841		5 300 760	8 674 355

Les subventions comptabilisées au fur et à mesure de leur utilisation.

Dans le cas où, l'intégralité des versements reçus sur l'exercice n'a pas été utilisée, la différence est comptabilisée en PCA.

Contributions financières

Les contributions financières sont comptabilisées au fur et à mesure de leur utilisation.

Dans le cas où l'intégralité des versements reçus sur l'exercice n'a pas été utilisée, la différence est comptabilisée en PCA.

Notes relatives au compte de résultat

Legs, donations et assurances vie

	Montant brut
PRODUITS	551 436
Montant perçu au titre d'assurances-vie	
Montant de la rubrique de produits "legs ou donations"	551 436
Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Reprise des dépréciations d'actif reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations	
CHARGES	508 283
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Dotation aux dépréciations d'actif reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Report en fonds reportés liés aux legs ou donations	508 283
Total	43 153

Notes relatives au compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraires de certification des comptes : 17 798 €

Honoraires des autres services : 0 €

Transferts de charges

	Exploitation	Financier	Exceptionnel	Total
<i>Transfert de charges</i>	14 413			14 413

Notes relatives au compte de résultat

Charges et Produits exceptionnels

Détail des produits exceptionnels

	Montant brut
<i>Sur opérations de gestion</i>	
<i>Sur opérations en capital</i>	642
<i>Reprises sur provisions, dépréciations, et transfert des charges</i>	
Total	642

Détail des charges exceptionnelles

	Montant brut
<i>Sur opérations de gestion</i>	- 12
<i>Sur opérations en capital</i>	- 641
<i>Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions</i>	
Total	- 654

Notes relatives au compte de résultat

Contributions volontaires en nature

	Exercice N	Exercice N-1
RESSOURCES	971 125	1 177 127
<i>Dons en nature</i>		327
<i>Prestations en nature</i>	971 125	1 176 800
<i>Bénévolat</i>		
Total	971 125	1 177 127
EMPLOIS	- 971 125	-1 177 127
<i>Secours en nature</i>		
<i>Mise à disposition gratuite de biens et services</i>		- 327
<i>Prestations</i>	- 971 125	-1 176 800
<i>Personnel bénévole</i>		
Total	- 971 125	-1 177 127

Autres informations

Evènements postérieurs à la clôture

Il n'y a pas d'évènements postérieurs à la clôture à notifier sur cet exercice.

TVA et impôts sur les bénéfices

Le secteur "publications" est assujéti à la TVA à 100% pour toute son activité commerciale, il est complètement exonéré sur son activité "recherche" et applique un prorata de TVA de 89% pour tout ce qui concerne le fonctionnement de la structure. Ce prorata est ré-évalué chaque année en fonction du chiffre d'affaires.

L'association est soumise aux impôts commerciaux sur l'activité publication depuis l'ouverture de l'exercice 2004.

Autres informations

Tableau des effectifs

	Exercice N
EFFECTIF MOYEN DU PERSONNEL	
Cadres	41
Agents de maîtrise et techniciens	18
Ouvriers	
Total	59

Autres informations

Engagements hors bilan

Hypothécaire

Les engagements hors bilan sont composés des garanties hypothécaires :

- des locaux de la rue Vivienne pour un montant de 2 350 K€ conformément à l'acte de vente ;
- des locaux de la rue des Jeuneurs pour un montant de 1 465 K€ conformément à l'acte de vente.

Subvention

MFA : Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas

Un contrat a été signé le 28 novembre 2022 pour 5 ans (2023 - 2027). Le montant contractuel maximum de la contribution du bailleur s'élève à 10 000 K€, 5 264 K€ ont été encaissés à fin 2024.

Au titre de 2024, ce contrat contribue à hauteur de 1 913 K€ aux ressources de l'association, la différence étant comptabilisée en produits constatés d'avance.

Cautions bancaires

Le Crédit Coopératif se porte caution à hauteur de 54 K€ pour le compte de RSF.

Cette caution vise à couvrir les retours d'albums du prestataire Interforum.

Autres informations

Etat séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger (version synthétique)

La version détaillée de l'état séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger que l'association doit établir en application de l'article 434-1 du règlement N°2022-04 est mise à disposition du public au siège de l'association.

État du contributeur	Montant ou valorisation de l'avantage ou de la ressource
ALLEMAGNE	130 708,30 €
ARGENTINE	240,00 €
ARMENIE	110,00 €
AUSTRALIE	13 172,43 €
AUTRICHE	30 121,98 €
BANGLADESH	65,00 €
BELGIQUE	44 041,02 €
BRESIL	274,85 €
BULGARIE	30,00 €
BURKINA FASO	15,00 €
CAMEROUN	160,00 €
CANADA	101 485,06 €
CENTRAFRIQUE	100,00 €
CHILI	5,00 €
CHYPRE	650,00 €
COREE DU SUD	100,00 €
CROATIE	4 616,25 €
DANEMARK	334 086,58 €
EGYPTE	232,90 €
ESPAGNE	12 525,80 €
ESTONIE	315,00 €
ETATS UNIS	452 067,29 €
FINLANDE	349,60 €
FRANCE	15,00 €
GRECE	580,00 €
GUADELOUPE	270,00 €
GUINEE	30,00 €
HONG KONG	876,00 €
IRLANDE	5 299,52 €
ISLANDE	500,00 €
ISRAEL	294,35 €
ITALIE	5 619,22 €
JAPON	954,58 €
JERSEY	75,00 €
KAZAKHSTAN	5,00 €
KYRGYZSTAN	60,00 €
LETTONIE	110,00 €
LITHUANIE	90,43 €
LUXEMBOURG	6 264,80 €
MACEDOINE	15,00 €
MALAISIE	202,49 €
MALTE	145,00 €
MAROC	65,00 €
MARTINIQUE	270,00 €

MEXIQUE	85,00 €
MONACO	150,00 €
MONTENEGRO	300,00 €
NORVEGE	26 283,19 €
NOUVELLE ZELANDE	1 032,49 €
NOUVELLE-CALEDONIE	700,00 €
PAYS-BAS	2 020 405,01 €
PAYS-BAS ANTILLES	15,00 €
POLOGNE	418,45 €
PORTO RICO	20,00 €
PORTUGAL	1 439,30 €
REPUBLIQUE TCHEQUE	282,90 €
REUNION	1 265,00 €
ROUMANIE	201,75 €
ROYAUME-UNI	297 673,13 €
SENEGAL	30,00 €
SINGAPOUR	355,81 €
SLOVAQUIE	330,00 €
SLOVENIE	22,00 €
SOUDAN	100,00 €
SRI LANKA	30,00 €
SUEDE	975 471,98 €
SUISSE	513 393,01 €
TAIWAN	150,00 €
THAILANDE	164,42 €
UKRAINE	30,00 €
UNION EUROPEENNE	2 175 658,60 €
URUGUAY	18,36 €
VENEZUELA	50,00 €
ZIMBABWE	62,35 €
TOTAL 2024	7 163 351,20 €

Appel public à la générosité

Compte de résultat par origine et destination

A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	1 161 578	1 161 578	1 447 453	1 447 453
1.1 Cotisations sans contrepartie	31 485	31 485	57 060	57 060
1.2 Dons, legs et mécénat				
- Dons manuels	946 441	946 441	1 303 543	1 303 543
- Legs, donations et assurances-vie	43 153	43 153	86 849	86 849
- Mécénat	138 837	138 837	-	-
1.3 Autres produits liés à la générosité du public	1 662	1 662	-	-
2 - PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	3 565 758		9 084 885	
2.1 Cotisations avec contrepartie	-		-	
2.2 Parrainage des entreprises	-		-	
2.3 Contributions financières sans contrepartie	1 723 992		7 533 782	
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	1 841 767		1 551 103	
3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	8 674 355		2 021 791	
4 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	75 939		28 223	
5 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	-		-	
TOTAL	13 477 631	1 161 578	12 582 351	1 447 453
CHARGES PAR DESTINATION				
1 - MISSIONS SOCIALES	10 649 935	889 535	9 689 046	866 232
1.1 Réalisées en France				
- Actions réalisées par l'organisme en France	4 713 596	322 811	4 040 150	449 972
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France	46 161	43 761	37 816	17 358
1.2 Réalisées à l'étranger				
- Actions réalisées par l'organisme à l'étranger	2 982 466	327 610	2 804 343	319 692
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger	2 907 711	195 353	2 806 737	79 210
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	1 319 303	257 807	1 352 711	213 271
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	257 807	257 807	213 271	213 271
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	1 061 496		1 139 440	
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	1 069 483	14 236	971 777	52 625
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	107 092		247 901	
5 - IMPOT SUR LES BENEFICES	6 090		5 590	
6 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	-	-	-	
TOTAL	13 151 903	1 161 578	12 267 026	1 132 128
EXCEDENT OU DEFICIT	325 727	-	315 325	315 325

Compte de résultat par origine et destination (suite)

B - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	- 768 929	- 768 929	- 1 176 800	- 1 176 800
Bénévolat	-	-	-	-
Prestations en nature	- 768 929	- 768 929	- 1 176 800	- 1 176 800
Dons en nature	-	-	-	-
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	-	-	-	-
3 - CONCOURS PUBLICS EN NATURE	- 202 196	-	- 327	- 327
Prestations en nature	- 202 196	-	-	-
Dons en nature	-	-	- 327	- 327
TOTAL	971 125	768 929	1 177 127	1 177 127
CHARGES PAR DESTINATION				
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES	760 552	558 356	1 079 698	1 079 698
Réalisées en France	760 552	558 356	1 079 698	1 079 698
Réalisées à l'étranger	-	-	-	-
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS	164 745	164 745	86 820	86 820
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	45 828	45 828	10 609	10 609
TOTAL	971 125	768 929	1 177 127	1 177 127

Compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public

EMPLOIS PAR DESTINATION	EXERCICE N	EXERCICE N-1
1 – MISSIONS SOCIALES	889 535	866 232
1.1 Réalisées en France		
- Actions réalisées par l'organisme	322 811	449 972
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant en France	43 761	17 358
1.2 Réalisées à l'étranger		
- Actions réalisées par l'organisme	327 610	319 692
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant à l'étranger	195 353	79 210
2 – FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	257 807	213 271
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	257 807	213 271
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	-	-
3 – FRAIS DE FONCTIONNEMENT	14 236	52 625
TOTAL DES EMPLOIS	1 161 578	1 132 128
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	-	-
5 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	-	-
EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE	-	315 325
TOTAL	1 161 578	1 447 453

RESSOURCES PAR ORIGINE	EXERCICE N	EXERCICE N
1 – RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	1 161 578	1 447 453
1.1 Cotisations sans contrepartie	31 485	57 060
1.2 Dons, legs et mécénats		
- Dons manuels	946 441	1 303 543
- Legs, donations et assurances-vie	43 153	86 849
- Mécénats	138 837	-
1.3 Autres ressources liées à la générosité du public	1 662	-
TOTAL DES RESSOURCES	1 161 578	1 447 453
2 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	-	-
3 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	-	-
DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE		
TOTAL	1 161 578	1 447 453

RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	1 001 335	686 010
(+) Excédent ou (-) insuffisance de la Générosité du public	-	315 325
(-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice		
RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	1 001 335	1 001 335

Le montant des ressources reportées liées à la générosité du public hors fonds dédiés en début d'exercice est égal au solde des fonds propres disponibles collectés auprès du public, sous déduction de la quote-part des valeurs nettes comptables des immobilisations ou fractions des immobilisations financées par ces ressources sur les exercices antérieurs.

Compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (suite)

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
EMPLOIS DE L'EXERCICE		
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES	558 356	1 079 698
Réalisées en France	558 356	1 079 698
Réalisées à l'étranger	-	-
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS	164 745	86 820
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	45 828	10 609
TOTAL	768 929	1 177 127

	EXERCICE N	EXERCICE N
RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	- 971 125	-1 177 127
Bénévolat	-	0
Prestations en nature	- 971 125	-1 176 800
Dons en nature	-	-327
TOTAL	- 971 125	-1 177 127

FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	EXERCICE N	EXERCICE N-1
FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE		
(-) Utilisation		
(+) Report		
FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE	-	

Informations relatives aux Compte de résultat par origine et destination

En 2023 et au cours des exercices précédents, Reporters sans frontières (RSF) présentait les subventions en provenance des institutions publiques étrangères dans la catégorie « 2.3-Contributions financières sans contrepartie du CER ». A compter de 2024 et par souci de permettre une meilleure lisibilité du CER, ces dernières sont présentées au sein de la rubrique « 3-Subventions et autres concours publics ». Si ce traitement avait été appliqué aux comptes clos au 31/12/2023, les montants se seraient élevés à :

- 2.3 - Contributions financières sans contrepartie : 2 758 046 euros au lieu de 7 533 782 euros,
- 3 - Subventions et autres concours publics : 6 797 527 euros au lieu de 2 021 791 euros.

Il est à noter par souci de clarté les catégorisations suivantes, inchangées par rapport à l'exercice précédent :

- Ne sont considérés en versement à un organisme central ou à d'autres organismes, que
 - Les versements aux partenaires de consortium
 - Les versements aux bureaux RSF établis à l'étranger
 - Les versements au Forum I&D et à RSF International
 - Les versements aux partenaires de l'assistance et de la coordination internationale s'inscrivant dans le cadre de conventions signées (« grant agreements »)
 - Certains versements dans le cadre de prix octroyés par RSF
 - Et les frais de virement ou perte de change associés à ces versements.
- Sont considérés en coûts de fonctionnement (rubrique 3)
 - Les frais de dépôt de marque et d'enregistrement
 - L'appui à la refonte statutaire de RSF
 - Le développement et la maintenance de certains logiciels tels que l'ERP.

Les ressources (hors résultat de l'exercice et reprise de provisions) :

Elles s'élèvent à 13 402 K€ en 2024 (vs 12 554 K€ en 2023)

La répartition des sources de financement (hors résultat de l'exercice et reprise de provisions) de Reporters sans frontières en 2024 est la suivante :

- Les subventions et autres concours publics représentent 65% des ressources et sont constituées de la part des subventions reconnues sur l'exercice en provenance des autorités administratives françaises (ie principalement reçues de l'Agence Française de Développement (AFD)) et étrangères (dont en provenance de l'Union Européenne),
- Les autres produits non liés à la générosité du public représentent 14% et sont principalement constitués, à 71%, de la vente de publications (3 albums de photographie publiés chaque année). Les 29% restants sont constitués de royalties en provenance de RSF USA (234K€), de la facturation de prestation de services (dont 50 K€ à RSF International), de gains de changes et d'autres produits.
- Les contributions financières sans contrepartie représentent 13% et sont constituées de la part des ressources reconnues sur l'exercice en provenance des fondations privées françaises et étrangères,
- Les produits liés à la générosité du public représentent 9% et sont constitués des produits issus des cotisations des adhérents, des dons manuels, des produits issus du mécénat et des legs, donations et assurance vie.

Les emplois :

Ils s'élèvent à 13 039 K€ en 2024 (hors dotation aux provisions et résultat de l'exercice) (vs 12 019 K€ en 2023).

Les missions sociales réalisées représentent 81% du total des emplois de Reporters sans frontières en 2024, soit 10 650 K€.

Les missions sociales de Reporters sans frontières sont de deux natures :

La première est une mission d'information, de plaidoyer, de sensibilisation qui se nourrit de l'activité des directions éditoriales, plaidoyer, communication et des correspondants & représentants de l'organisation (plus de 150 dans le monde entier) afin de dénoncer les atteintes à la liberté de l'information et de porter des recommandations auprès des autorités compétentes. La sensibilisation est quant à elle réalisée par le biais de plusieurs supports tels que les communiqués de presse traduits en plusieurs langues, les rapports d'enquête, le classement mondial de la liberté de la presse et les actions de communication qui ont plus particulièrement concernées en 2024 des campagnes sur l'état de la liberté de l'information dans certains pays en particulier l'Ukraine. A ceci s'ajoutent les activités liées à la Journalism Trust Initiative (JTI) et au satellite Svoboda.

Cette mission d'information, de plaidoyer, de sensibilisation est également relayée avec force à l'étranger et en particulier par les bureaux situés à Washington, Bruxelles, Tunis, Rio de Janeiro, Londres, Taipei et Dakar. Les coûts liés au financement de ces entités basées à l'étranger sont ainsi répercutés dans la catégorie des missions sociales réalisées à l'étranger.

Dans le cadre de la présentation du CER, il convient de noter que par convention, les salaires des collaborateurs travaillant depuis Paris sont reportés sur la ligne Mission sociale réalisée en France alors même que leur travail concerne l'étranger.

La seconde est une mission d'assistance et de soutien aux journalistes, blogueurs, médias et organisations partenaires menée par les services assistance et de la coordination internationale.

En 2024, des bourses d'assistance qui ont permis l'exfiltration de journalistes menacés, la prise en charge de frais médicaux, juridiques ou de première nécessité ont été octroyées. 2024 a vu le montant du soutien individuel diminuer (de 852 K€ en 2023 à 744 K€ en 2024).

A ces bourses individuelles, s'ajoutent les activités de soutien aux médias dont le volume a lui été en forte augmentation avec 321 K€ de soutien contre les 256 K€ dépensés en 2023 (année qui avait déjà été exceptionnelle pour répondre au besoin de soutien des médias ukrainiens).

Cette mission s'adresse principalement à des journalistes, blogueurs, médias et organisations partenaires situées à l'étranger et est donc considérée par convention comme intégralement réalisée à l'étranger.

Les frais d'appel à la générosité du public représentant 2% du total des emplois de l'exercice et sont principalement constitués :

- Du coût liés aux appels aux dons principalement réalisés par le biais de mailings électroniques et de l'envoi de campagnes au format papier,
- De la masse salariale dédiée à ces activités (pour 50%).

Ils sont distincts des frais de recherche des autres ressources qui représentent 8% du total des emplois de l'exercice et comprennent à la fois :

- Les coûts relatifs à la fabrication, à la promotion et à la distribution (frais postaux principalement, RSF bénéficiant d'un accord préférentiel avec ses deux partenaires historiques assurant la distribution que sont France Messagerie – ex Presstalis – et Interforum) des albums de photographies,
- Les coûts liés à la recherche de fonds privés et de subventions publiques (coûts salariaux principalement),

Enfin, les frais de fonctionnement représentent 8% des emplois de l'exercice.

Note concernant les contributions volontaires

Reporters sans frontières a notamment bénéficié en 2024 d'espaces publicitaires gracieux dans les médias pour faire valoir son action à hauteur de 786 K€.